



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Le **Courrier** de
PUNESCO

Octobre • 2006 • ISSN 1993-8616

Éducation et protection de la petite enfance

APPRENDRE UN JEU D'ENFANT



APPRENDRE : UN JEU D'ENFANT

Les premières années de la vie d'un enfant sont déterminantes pour sa vie future. Elles conditionnent notamment sa réussite scolaire. De nombreuses études le prouvent. Et pourtant, l'effort consenti pour prendre en charge les tout petits est encore trop timide. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2007, qui sera disponible le 26 octobre, dresse un état des lieux. **3**

Un jeune enfant de la Jamaïque.

**NOUNOUS ITINÉRANTES
EN JAMAÏQUE**

Contrairement à de nombreux pays en développement, la Jamaïque a une longue tradition de prise en charge des petits. Aujourd'hui, ce sont les moins de trois ans qui sont l'objet de toutes les attentions. **4**

**IRLANDE : QUAND LES MÈRES
PARLENT AUX MÈRES**

Le Community Mothers Programme intervient dans certains quartiers de la capitale irlandaise auprès de jeunes mères. L'originalité, c'est que ce sont des mères de familles expérimentées qui guident leurs premiers pas. **10**

**"J'AIMERAIS
QUE LES ENFANTS ME VOIENT
COMME UN PROFESSEUR"**

Depuis deux ans, Luz Marina Mahecha a un nouveau métier : elle accueille chez elle des enfants dont les mères travaillent. Comme elle, plus de 80 000 mères communautaires gardent des enfants à domicile en Colombie. **6**

**GRANDIR À L'OMBRE
DES FIGUIERS AU KENYA**

au Kenya, des centres communautaires accueillent les moins de quatre ans issus des communautés pastorales pour leur donner un enseignement de base compatibles avec leurs traditions. **12**

**JORDANIE :
LES PÈRES AUSSI**

Depuis dix ans, un projet vient en aide aux parents de certaines régions rurales ou défavorisées de Jordanie. Si cette initiative était jusque là essentiellement destinée aux mères, elle concerne désormais aussi les hommes, sensibilisés par le biais de la religion. **8**

**SUR LE BOUT
DE LA LANGUE EN PAPOUASIE**

Avec plus de 800 langues recensées, la Papouasie-Nouvelle Guinée est la championne de la diversité linguistique. Aujourd'hui, les enfants de l'archipel peuvent faire leurs premiers pas à l'école dans leur langue maternelle. **14**

**EN SAVOIR PLUS SUR L'ÉDUCATION ET PROTECTION DE LA PETITE ENFANCE 16**

Pour une information plus complète, voici une sélection de ressources accessibles sur le site de l'UNESCO.

CHRONOLOGIE - LA PETITE ENFANCE À L'UNESCO 17

L'UNESCO s'est engagée dès ses débuts dans l'éducation enfantine.

Les premières années de la vie d'un enfant sont déterminantes pour sa vie future. Elles conditionnent notamment sa réussite scolaire. De nombreuses études montrent que miser sur la protection et l'éducation de la petite enfance est payant, notamment dans les pays pauvres. Et pourtant, l'effort consenti pour prendre en charge les tout petits est largement insuffisant.

APPRENDRE UN JEU D'ENFANT



Ecole du village de Sampubangin, Markham Valley (Papouasie Nouvelle-Guinée).

Apriori, les conditions sont réunies pour que la protection et l'éducation de la petite enfance soient l'objet de toutes les attentions. D'abord, c'est le premier des objectifs d'éducation pour tous que la communauté internationale s'est assignée à l'issue du Forum mondial sur l'éducation à Dakar en 2000. Ensuite la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée par 192 pays, a aussi contribué à braquer les projecteurs sur les tout petits. Par ailleurs, on sait que les premières années de la vie d'un enfant sont déterminantes pour sa vie future, notamment pour sa réussite scolaire. De nombreuses études l'attestent.

La plus connue d'entre elles, la High/Scope Perry Preschool programme, a été menée aux Etats-Unis entre 1962 et 1967 et a fait l'objet d'un suivi régulier depuis lors. Dans le cadre de cette étude, 58 des 123 élèves afro-américains issus de familles à faibles revenus de l'école primaire de Ypsilanti (Michigan), identifiés comme les plus

susceptibles de connaître l'échec scolaire, ont bénéficié d'un cursus soutenu à l'âge de trois et quatre ans. Ces élèves ont fait l'objet d'une évaluation annuelle jusqu'à 11 ans, puis plusieurs fois au cours de leur vie.

Ce qui en ressort, c'est qu'ils ont mieux réussi que les autres, puisque 65 % d'entre eux ont terminé le lycée, contre 45% de ceux qui n'ont pas participé au programme. Ils gagnent aussi mieux leur vie (60 % d'entre eux touchent plus de 20 000 dollars par an, contre 40 % dans l'autre groupe). « D'une manière générale, le retour sur investissement est très élevé : c'est une donnée très importante à prendre en compte par les pays pauvres », commente Nick Burnett, directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, dont l'édition 2007 –qui sera lancée le 26 octobre– est consacrée à l'éducation à la petite enfance. Miser sur les tout petits est donc aussi un moyen de contribuer à la réduction de la pauvreté.

Et pourtant, la petite enfance –qui concerne les enfants de la naissance au primaire– fait encore figure de parent pauvre de l'éducation.

Parent pauvre

Dans près de la moitié des pays du monde, il n'existe pas de structure formelle pour accueillir les petits et la dépense publique consacrée à cet âge reste insignifiante dans bien des cas. Les bailleurs de fonds donnent en moyenne 10% à la petite enfance de ce qu'ils consacrent à l'enseignement primaire. Toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne : très répandue dans les pays industrialisés, la scolarisation avant le primaire atteint 62% en Amérique latine et dans les Caraïbes, loin devant l'Asie du Sud et de l'Ouest (32%), les Etats arabes (16%) ou l'Afrique sub-saharienne (12%) (Source : Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007).

Ces chiffres sont à nuancer, car une des spécificités de l'éducation à la

petite enfance est qu'elle ne s'appuie pas seulement sur l'institution scolaire. « Contrairement à ce qui se passe dans le primaire et le secondaire, elle fait intervenir des acteurs du système informel comme les familles ou les communautés », explique Hye-Jin Park, de la Division de l'éducation de base à l'UNESCO. Si, en Europe, on considère que le rôle de l'Etat est légitime, il n'en va pas de même dans d'autres régions ; certains pays considérant que la petite enfance relève de l'initiative privée. « Il n'existe pas de consensus universel sur ce qui relève de l'Etat ou de la famille », admet Nick Burnett.

« En réalité, il n'est pas si simple de définir ce qui est bon pour l'enfant. Depuis toujours, la notion fait débat », ajoute Anne-Marie Chartier, enseignant-chercheur en histoire de

l'éducation à Paris. Exemple récent : la polémique qui a opposé en France, enseignants et pédopsychiatres sur la nécessité de scolariser ou non les petits dès deux ans.

Apprendre à vivre en société

La question est d'autant plus délicate que l'éducation à la petite enfance ne relève pas de seulement de l'éducation. Elle s'intéresse aussi à la nutrition, à la santé ou encore au développement cognitif. « Ce qu'on apprend à cet âge, explique Pepa Del Val, institutrice à l'école Notre Dame de la sagesse à Madrid, c'est bien sûr à tenir un crayon, mais c'est surtout à partager, à respecter les autres, bref à devenir des petites personnes capables de vivre en société ».

Sur le long terme, la protection et l'éducation à la petite enfance progresse pratiquement partout dans le monde : la scolarisation avant le primaire a triplé depuis 1970. « Les femmes sont de plus en plus nombreuses à vouloir travailler. Ce phénomène, conjugué au déclin du rôle traditionnel de la famille, se traduit par une augmentation de la demande », précise Nick Burnett. Reste que ce sont encore les enfants qui en ont le plus besoin qui bénéficient le moins de cette éducation pré-primaire. Or une prise en charge de qualité des petits peut améliorer le sort des plus défavorisés : aujourd'hui encore, 10,5 millions d'enfants dans le monde meurent de maladies évitables avant l'âge de cinq ans.

Agnès Bardon.

Contrairement à de nombreux pays en développement, la Jamaïque a une longue tradition de prise en charge des petits. Aujourd'hui, ce sont les moins de trois ans qui sont l'objet de toutes les attentions.

NOUNOUS ITINÉRANTES EN JAMAÏQUE

est une petite maison au coeur des monts Mocho, dans la paroisse de Clarendon. Devant la maison, une pétulante Jamaïcaine en tenue lilas entraîne quatre bambins et leurs parents dans une ronde à thèmes. Melonie Chambers l'a choisie parce qu'elle développe la coordination motrice des enfants et leur fait prendre conscience des parties de leur corps. Tout en dansant, elle

« Le jeu, c'est la base de l'apprentissage », explique Melonie Chambers, employée par le Programme jamaïcain d'éducateurs itinérants (RCP).

© UNESCO/Gary Masters



Le Programme jamaïcain d'éducateurs itinérants (RCP) est un projet de développement de la petite enfance en milieu rural.

les encourage à échanger des politesses - « merci », « pardon ! »... Les rires et les acclamations des petits fusent dans le soleil.

« Pour l'instant, la ronde leur permet surtout de se dépenser. Lorsqu'ils seront plus grands, ils pourront s'investir davantage », explique aux parents Melonie qui précise : « Le jeu, c'est la base de l'apprentissage ».

Melonie est employée par le Programme jamaïcain d'éducateurs itinérants (RCP), un projet de développement de la petite enfance en milieu communautaire géré par une ONG, l'Organisation de soutien aux familles rurales (RuFamSo).



Le Programme jamaïcain d'éducateurs itinérants s'efforce de donner des notions d'hygiène aux petits.

Après les ébats sous le soleil, il est temps de regagner la véranda et son auvent de bois. Melonie et les enfants se lavent les mains en chantant. « Nous nous efforçons de leur donner des leçons d'hygiène, ainsi qu'à leurs parents », souffle un des responsables du projet, venu aujourd'hui suivre le travail de Melonie.

Une longue tradition

Les éducatrices itinérantes comme Melonie sont généralement issues des communautés pauvres et rurales auprès desquelles elles interviennent. « Itinérantes », parce qu'elles se déplacent d'un foyer à l'autre, chacune prenant en charge une trentaine de familles, qu'elle visite de 30 à 45 minutes plusieurs fois par semaine.

La prise en charge des tout-petits bénéficie d'une longue tradition à la Jamaïque, où l'on accueille 95 % des enfants de quatre et cinq ans et quelque 60 % de ceux de trois ans.

La prise en charge des tout-petits bénéficie d'une longue tradition à la Jamaïque, où l'on accueille 95 % des enfants de quatre et cinq ans et quelque 60 % de ceux de trois ans. L'Etat tourne maintenant ses efforts vers les moins de trois ans, et vers les enfants des familles les plus défavorisées et des zones rurales.

Le programme répond aux priorités jamaïcaines. Il vise à favoriser le développement, la santé et la bonne alimentation des enfants de zéro à trois ans, à renforcer les compétences des parents et leur confiance en eux-mêmes, tout en proposant aux communautés des activités génératrices de revenus. Au total, depuis le lancement de l'opération en 1992, 14 255 parents et 22 335 enfants ont été desservis dans trois paroisses rurales.

Melonie est sur le terrain depuis plusieurs mois et, dit-elle, les progrès qu'elle constate chez les parents comme chez les enfants valent bien les 80 km parcourus chaque jour. « Je reçois des uns et des autres un accueil enthousiaste qui me ravit, commente-t-elle. J'adore la compagnie des enfants, ce travail est une vraie passion. »

L'éducation des parents a d'autres conséquences. « Nos éducatrices viennent pour les plus petits et leurs parents, mais cela a aussi une influence positive sur les autres enfants », explique Utealia Burrell, directrice du programme.

Les intervenantes tirent également des bénéfices. Toujours diplômées du secondaire, elles étaient souvent sans travail. Elles sont formées et font l'objet d'une inspection régulière sur le lieu de travail. Non seulement elles touchent un salaire, mais elles sont souvent conduites à parfaire leurs études pour, éven-

tuellement, obtenir une certification professionnelle. Melonie poursuit sa spécialisation en éducation des jeunes enfants grâce à HEART NTA, un organisme national de formation professionnelle. « Nous sommes mêmes rejoints par des parents qui deviennent éducateurs itinérants à leur tour », souligne Utealia Burrell. « En tant qu'anciens bénéficiaires, ils connaissent bien les problèmes des parents de leur communauté. »

Selon les évaluations de l'UNICEF et de la Fondation Bernard van Leer, le RCP est un bon investissement. Il a été reproduit, avec le même succès, dans quatre autres pays des Caraïbes : en Dominique, à Grenade, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Sa directrice l'a récemment présenté en Afrique, où elle espère qu'il pourra également s'implanter.

Oser dire à son enfant qu'on l'aime

Le programme jamaïcain ne s'est pourtant pas construit sans efforts. « Il y a des parents sceptiques, qui pensent que leurs enfants sont trop petits pour apprendre, explique Melonie. Puis ils découvrent qu'au bout de trois mois leur enfant commence à réagir au son de leur voix, à même reconnaître certaines formes. »

Jasanth Bell, 41 ans et maman nouvelle venue, partage le même enthousiasme. « Le projet me plaît beaucoup. On apprend à respecter son enfant, à lui apporter plus de tendresse... à oser lui dire qu'on l'aime », confie-t-elle dans un sourire. Avant de poursuivre : « Mon bébé a 5 mois, je ne fais que commencer ! »

« Lorsque je vois tout ce que mon travail apporte dans la vie de l'enfant, les distances me semblent plus courtes, conclut Melonie. J'attends chaque journée avec impatience, je ne sens plus la brûlure du soleil... Le sourire des enfants est ma plus belle récompense. »

Damion Radcliff,
à Kingston.

Depuis deux ans, Luz Marina Mahecha a un nouveau métier : elle accueille chez elle des enfants dont les mères travaillent. Comme elle, plus de 80 000 mères communautaires gardent des enfants à domicile en Colombie.

J'AIMERAI QUE LES ENFANTS ME VOIENT COMME UN PROFESSEUR



© UNESCO/Alejandra Vega Jaramillo

Les enfants du foyer "Mes petits amis" à Bogota.

Le soleil se lève à peine sur les montagnes du sud de Bogota, découvrant la commune de Ciudad Bolívar. Luz Marina est déjà levée. Elle doit s'occuper de 13 enfants qui ne sont pas tout à fait les siens : ce sont ceux que ses voisines du quartier Caracoli lui confient pour pouvoir aller travailler. Dans ce quartier, un adulte sur trois seulement dispose d'un travail légal et le nombre d'habitants augmente tous les jours en raison de l'arrivée massive de populations déplacées qui fuient les zones rurales à cause des paramilitaires et de la guérilla.

Luz Marina n'a pas encore quarante ans. Il y a deux ans, elle a décidé de lâcher son métier de couturière et de vendeuse pour se consacrer entièrement à son rôle de « mère communautaire ». Ce faisant, elle a rejoint un projet mis en place il y a vingt ans par l'Institut colombien du bien-être familial, qui consiste à or-

ganiser la garde de plus d'un million d'enfants. Cela leur évite de traîner dans les rues ou de rester enfermés seuls chez eux, pendant que leurs parents sont absents.

Comme Luz Marina, près de 5000 mères communautaires exercent aujourd'hui cette activité dans la capitale colombienne. Et elles sont près de 82 000 dans l'ensemble du pays. Une étude menée en Colombie par le Rapport mondial de suivi de l'Education pour tous 2007 sur des adolescents de 13 à 17 ans, montrent que les enfants qui ont bénéficié de ce type de garde, ont davantage de chances d'être scolarisés et de ne pas redoubler.

Un métier à part entière

« Lorsqu'on m'a proposé de travailler avec l'Institut de bien-être familial, j'ai immédiatement accepté. Mais j'ai du adapter ma vie et ma

maison à cette nouvelle situation », raconte cette femme un peu rondelette, aux joues brunies par le froid des montagnes de Bogota. A l'époque, Luz Marina et son mari, ouvrier en bâtiment, vivaient dans une maison en briques et en tôle ondulée. Ils ont dû transformer le salon et la salle à manger pour pouvoir accueillir le jardin d'enfants. Ils ont peint les murs de ces deux pièces, ce sont d'ailleurs les seuls de la maison à être colorés. Ils ont également ajouté du colorant rouge au ciment de l'habitation pour donner l'impression d'un parterre en terre cuite. Dehors, un écriteau a été accroché. Il porte le nom du foyer : « Mes petits amis ».

Prendre soin de ces enfants a permis à Luz Marina de trouver un emploi stable, et qui plus est chez elle. La jeune femme évite ainsi les deux heures de trajet en bus, pour se rendre sur son lieu de travail. De



Luz Marina Mahecha a adapté sa maison aux activités des petits qu'elle garde.

plus, elle reçoit une « bourse » de 185 000 pesos (77 dollars) mensuels en plus de la cotisation payée par les parents, qui varie entre 3 et 5 dollars. L'Institut de bien-être familial lui remet aussi une somme d'argent qui lui permet d'acheter de la nourriture mais aussi du matériel.

« A la fin de la journée, je suis épuisée. Ce n'est pas facile de s'occuper d'enfants de différents âges.

La plus petite, Sharon, marche, fait ses besoins toute seule et parle... beaucoup », raconte Luz Marina en souriant. « Grâce à dieu, je suis devenue une autre personne au contact de ces enfants.

Plus qu'une nounou

Il ne s'agit plus de garder le petit d'une voisine : ces enfants sont

devenus les miens en quelque sorte. Je joue avec eux, ils me font rire, ils racontent ce qui se passe chez eux, dans leur famille... Ils nous apprennent beaucoup, si on se donne la peine de les écouter ».

La journée se déroule ainsi : les petits arrivent, se lavent les mains, mangent de la « bienestarina », une poudre distribuée par l'Etat pour prévenir la dénutrition, composée de lait et d'éléments nutritifs. Vers neuf heures et demie, on commence les activités : « Nous chantons, nous jouons et faisons des exercices. Vers onze heures, nous allons déjeuner ». Puis, après une petite sieste, on recommence les activités : dehors, dans le jardin s'il fait beau ; à l'intérieur s'il pleut. Parfois, nous regardons un peu la télévision : généralement des programmes d'éducation pour enfants. Et de temps en temps, un prêtre passe voir les enfants pour leur apprendre le catéchisme.

Même les levers matinaux ne la découragent pas. « J'aimerais que ces petits apprennent un métier. J'aimerais qu'un jour, plus tard, lorsqu'ils penseront à moi, qu'ils puissent se dire que j'ai fait quelque chose pour eux, qu'ils me voient comme leur professeur en quelque sorte ».

Henry Orrego,
à Bogota.



Luz Marina Mahecha est une des 80 000 mères communautaires qui gardent des enfants à domicile en Colombie.

Depuis dix ans, un projet vient en aide aux parents de certaines régions rurales ou défavorisées de Jordanie. Si cette initiative était jusque là essentiellement destinée aux mères, elle concerne désormais aussi les hommes, sensibilisés par le biais de la religion.

JORDANIE

LES PÈRES AUSSI



© UNESCO/Mustata R. Mohammad Daras

Discussion entre les formateurs.

Il est huit heures du matin. Samira Darwish se prépare pour son rendez-vous hebdomadaire avec les femmes du quartier. Nous sommes à Abu Dhar Al Ghafaari, dans le camp de réfugiés palestiniens de Marka, au nord de la capitale jordanienne. Comme beaucoup d'autres camps, qui ont vu le jour avec l'afflux de réfugiés dans le pays en 1948 et de 1967, Marka n'était au départ qu'un assemblage de tentes de toile distribuées par les Nations Unies. Au fil du temps, les tentes ont cédé la place à des baraquements en dur, entassés les uns contre les autres. Mais le confort y est souvent rudimentaire. Chômage, pauvreté et surpopulation s'y conjuguent, depuis parfois près de trois générations.

Samira a grandi dans le quartier. C'est la raison pour laquelle, malgré son jeune âge, elle est bien acceptée.

Dans les locaux du centre de développement d'Abu Dhar Al Ghafaari, une douzaine de femmes sont assises autour de la table. Le sujet du jour : la tradition, encore vivace dans le camp, qui consiste à enduire de sel les nourrissons pour les rendre plus fort. Malgré la chaleur écrasante, Samira ne se départ pas de son sourire. Elle explique que cette pratique, inopérante pour rendre les nouveaux nés plus vigoureux, peut en outre provoquer leur déshydratation. Un peu plus tard, elle conseille aux mères de ne jamais utiliser l'eau du robinet –non potable dans le camp– pour refroidir le biberon des bébés.

Ecarts criants

Samira fait partie des formatrices du projet Better parenting (meilleur parentage), lancé par l'UNICEF en 1996 avec le soutien de plusieurs

La Jordanie est parmi les premiers pays de la région arabe à avoir établi une stratégie globale de développement de la petite enfance afin d'améliorer le suivi des petits, en créant des jardins d'enfants dans les zones défavorisées et de fournir un repas quotidien et des vêtements aux enfants qui en ont besoin. Il s'agit aussi de faire passer la scolarisation des enfants de quatre ans de 28 à 35% d'ici 2008 et de 50% d'ici 2013.

(Source : Rapport mondial de suivi de l'EPT 2007).



La formatrice Samira en compagnie d'une mère de famille dans le camp de Marka, au nord de la capitale jordanienne.

ministères jordaniens (santé, éducation, développement social, affaires religieuses), de l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine refugees, l'instance des Nations Unies qui s'occupe des réfugiés palestiniens) ou encore de la fondation Nour Al Hussein.

En s'appuyant sur la Convention sur les droits de l'enfant, il s'agit en fait d'inciter les familles habitant les zones rurales ou défavorisées à acquérir les bons réflexes dès la grossesse et pendant les premières années de l'enfant. Des études récentes menées dans le pays ont en effet montré des écarts criants dans la prise en charge des moins de trois ans. En dix ans, près de 45 000 parents ont bénéficié du Projet et 1500 professionnels ont été formés.

Plusieurs fois par semaine, au cours des réunions comme celles qu'organise Samira, sont abordées des questions telles que le sevrage, la nécessité de communiquer avec son enfant ou de détecter chez lui d'éventuels problèmes de développement.

Bousculer les tabous

Les sessions sont assurées par des professionnels : éducateurs, médecins, travailleurs sociaux ou infirmiers qui reçoivent une formation.

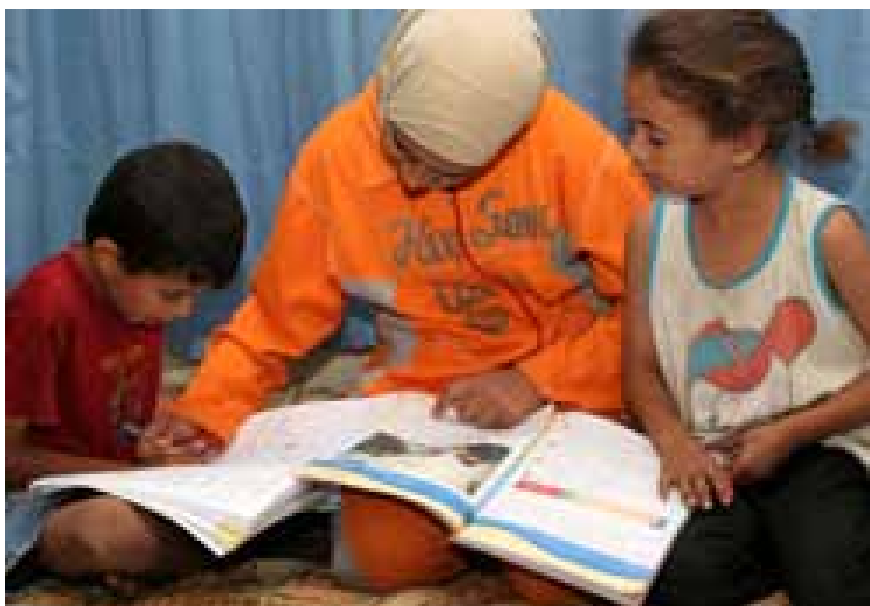
Au départ, le projet ciblait presque exclusivement les mères. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Parmi les formateurs, on compte désormais 37% d'hommes, contre 63% de femmes. Seule différence : c'est par le canal de la religion que les hommes sont

impliqués. Le vendredi, après le prêche, ont lieu des sessions qui leur sont destinées avec la bénédiction des imams de certaines mosquées.

« La part des formateurs hommes augmente doucement », observe Suzanne Salihi, assistante du chef de projet de meilleur parentage au bureau de l'UNICEF à Amman, en soulignant l'importance et l'impact de l'apprentissage donné dans les mosquées. Un Guide des imams pour le développement de la petite enfance a vu le jour et 30 imams sont dorénavant impliqués dans le projet. C'est un premier pas. « Mais, ajoute Suzanne Salihi, il reste beaucoup plus difficile d'établir le contact avec les hommes qu'avec les femmes. Il faut bousculer certains tabous, expliquer que jouer avec son enfant n'est pas seulement le travail de la mère ou qu'il n'est pas dégradant de changer ses couches, ce qui ne va pas toujours de soi ».

Pourtant, ces efforts semblent payants. Samy, formateur dans le camp de Marka, estime que les retombées sont bien réelles. « Parmi les personnes que j'ai eues en formation, assure-t-il, un certain nombre ont changé leur attitude vis-à-vis de leurs enfants ».

Adjnadine Samran,
à Amman.



Séance de devoirs à la maison.

Le Community Mothers Programme intervient dans certains quartiers de la capitale irlandaise auprès de jeunes mères. L'originalité, c'est que ce sont des mères de familles expérimentées qui guident leurs premiers pas.

IRLANDE

QUAND LES MÈRES PARLENT AUX MÈRES



© Niamh Burke/UNESCO

Prendre un bon départ avec son enfant dès les premières années.

Il n'y a pas si longtemps, le quartier de Ballymun se résumait à une enfilade d'immeubles gris hérissés d'antennes paraboliques, aux cages d'escaliers couvertes de tags. Le chômage, la drogue y étaient endémiques. Mais depuis quelques années, le boom économique qui touche le « Tigre celtique » fait sentir ses effets jusque dans ce quartier populaire, situé à près de cinq kilomètres du centre ville de Dublin. Petit à petit, les barres d'immeubles sont démolies et leurs occupants relogés dans de coquettes petites maisons. Un hôtel de luxe a même vu le jour. D'autres sont en construction. Une chose impensable il y a huit ans, lorsque le Community Mother's programme (CMP) s'est installé dans le quartier.

Initié au début des années 1980, le CMP aide les mères mettant au

monde leur premier enfant à prendre un bon départ. Il intervient dans des quartiers plutôt défavorisés de la capitale. Le Programme y est proposé à toutes les premières parturientes. Libre à elles d'accepter ou non. Mais dans un endroit comme Ballymoon, près de 80% d'entre elles en font la demande. En 2005, plus de 50% des femmes qui ont participé au Programme étaient des mères célibataires et près de 10% des adolescentes.

Discussions autour d'un café

D'autres programmes similaires existent, notamment en Grande-Bretagne. Mais ce qui fait l'originalité du CMP, c'est que ne sont ni des travailleurs sociaux ni des infirmières qui interviennent, mais des mères du

quartier, identifiées et formées par le Programme. Bénévoles, elles ne touchent qu'un dédommagement modique pour leurs frais de transport. Une fois par mois, et pendant une durée de deux ans, elles se rendent dans les familles. Autour d'un café, à bâtons rompus, elles s'entretiennent avec la mère de l'enfant, des progrès du petit, de ses éventuelles difficultés. « L'idée, c'est qu'au bout du compte, les parents se sentent les experts de leur propre enfant », explique Brenda Molloy, la directrice du Programme. Le fait que le personnel de santé ne soit pas en première ligne est pour beaucoup dans la confiance des jeunes mères. « Ce sont des rencontres très informelles. On se sent très à l'aise pour parler », explique Antoinette, mère de Tadhg, quatre mois.

Enjouée et volubile, Jean, 38 ans, a



Une mère, participant au Community Mothers programme avec son infirmière référente.

de l'énergie à revendre. A la naissance de son premier enfant, il y a 12 ans, elle a bénéficié du Programme. A son tour, elle est devenue une des mères visiteuses à Ballymun. « Nous ne sommes pas là pas pour imposer aux mères quoi que ce soit, mais pour les aider à répondre aux questions qu'elles se posent, explique-t-elle. Par exemple : est-ce qu'il est normal que mon enfant fasse ceci, qu'il ne soit pas comme cela ? On fait appel à notre expérience, à notre bon sens. Et si on ne sait pas, on s'adresse à une infirmière du Programme ».

Les mères visiteuses s'appuient

aussi sur des documents fournis par les services de santé.

Des résultats mesurables

Dessins à l'appui, on y explique pourquoi il est bon de dire des mots affectueux à son bébé, de le serrer dans ses bras, de le faire vacciner, ou de pas lui donner trop d'aliments sucrés.

« En fait, ce sont des choses qui paraissent évidentes mais qui ne vont pas forcément de soi si elles ne nous ont pas été transmises. Je n'imaginai pas par exemple qu'il soit si important de lire des

histoires à ses enfants », raconte Siobhàn, qui a elle aussi bénéficié du Programme avant d'en devenir une des actrices à Ballymun. De fait, dès que l'enfant a neuf mois, les mères sont invitées à s'inscrire à la bibliothèque la plus proche.

Le CMP, qui emploie une douzaine d'infirmières, touche près de 1200 mères pour un budget annuel de 800 000 euros. Les résultats sont dorénavant mesurables. En 1990, une étude financée par la Fondation Bernard Van Leer a été menée auprès de 232 femmes, mères pour la première fois. Parmi celles qui avaient suivi le Programme, 98 % lisaient des histoires à leurs enfants, contre 54% parmi les autres. Sept ans plus tard, une étude de suivi a été menée auprès d'un tiers de ce même groupe initial. Bilan : 50% des mères ayant participé au Programme se disaient hostile à la gifle comme méthode éducative, contre moins d'un quart chez les autres. Les mères « CMP » sont aussi plus susceptibles de vérifier les devoirs de leurs enfants, de contrôler le temps passé devant la télévision, de diversifier l'alimentation ou encore de faire soigner les dents de leurs enfants. « Ça n'a l'air de rien, insiste Brenda Molloy, mais ces quelques heures passées avec les mères peuvent vraiment faire la différence ».

Agnes Bardon,
à Dublin.



L'idée, c'est que les parents se sentent les experts de leurs propres enfants.

Au Kenya, des centres communautaires accueillent les moins de quatre ans issus des communautés pastorales pour leur donner un enseignement de base compatibles avec leurs traditions.

GRANDIR À L'OMBRE DES FIGUIERS AU KENYA



Groupe d'enfants samburus.

En Samburu, la langue des bergers traditionnels du nord du Kenya, « Loipi » signifie ombre. Sur cette terre chaude et aride, les arbres offrent un espace protégé précieux, vital pour la vie sociale. Les hommes prennent des décisions au pied de l'arbre aux réunions. Les grands-mères, elles, de tout temps responsables des enfants samburus, ont pour coutume de s'abriter à l'ombre d'un grand arbre ; là, elles nourrissent les jeunes membres de la communauté, leur apprennent des chansons et leur disent des contes.

Ce mot samburu associé à l'ombre et au lien social, a récemment pris un sens nouveau : il désigne désormais une initiative éducative, qui prépare les enfants à la scolarisation formelle. Les enfants samburus passent leurs

« Nous ne pouvons pas leur assurer une scolarité à la ville (Nairobi), mais dans les centres, ils reçoivent de bonnes bases pour leur vie future », explique Mariam Lapukuyum, mère de six enfants.

journées dans des espaces communautaires appelés Loipis, où ils jouent et apprennent sous des figuiers – c'est le projet Loipi, un des dispositifs nationaux du programme d'éducation et de soin à la petite enfance du Kenya.

« Comme ça, ils grandissent ensemble, explique Mariam Lapukuyum, mère de six enfants. Nous

ne pouvons pas leur assurer une scolarité à la ville (Nairobi), mais dans les centres, ils reçoivent de bonnes bases pour leur vie future ». « On y enseigne des choses que nous n'avons jamais eu la chance d'apprendre », ajoute une autre mère, Wilkister Murairu.

Les mères et les grand-mères

Il existe au moins 85 Loipis dans la région étendue du Samburu, et les enfants des différentes communautés peuvent ainsi se réunir près de chez eux. L'approche met à profit les ressources communautaires : la plupart des matériaux utilisés sont fabriqués localement, et les centres intègrent les mères, les grands-mères et des membres de la communauté. Le programme cible les enfants âgés de quatre



© Flickr/Markus Panninger

Réserve nationale dans la région samburue.

ans et moins. Ils sont ensuite encouragés à rejoindre une maternelle, là où il y en a ; dans le cas contraire, des activités pour les plus grands sont intégrées au programme.

Dans un Loipi proche du centre administratif de Maralal, à environ 280 kilomètres au nord de la capitale, les enfants écoutent une histoire sur l'origine de l'humanité. Ils chantent, cherchent la solution à des devinettes et jouent au football avec des ballons en plastique bon marché. Les leçons font intervenir des éléments de la vie quotidienne : balles, cailloux, bouchons de bouteille et bâtons. « A ce stade, il est difficile d'utiliser des livres, explique un des éducateurs. Nous utilisons les objets avec lesquels les petits aiment jouer. Contrairement aux enfants élevés dans les zones urbaines, ils n'ont pas accès aux jouets modernes ou aux dessins animés de Disney. »

Jeux et activités combinent des techniques modernes pour stimuler l'apprentissage, et des pratiques coutumières de l'éducation familiale. « Nous laissons les enfants jouer, se reposer ou dormir », explique Maria Kibasias, une volontaire du centre. Martin Olanga, enseignant, ajoute avec un sourire : « nous leur donnons la liberté de comprendre la vie dès leur plus jeune âge ». Olanga a été formé via des séminaires sur la petite enfance organisés par le gouvernement. Il y a appris à stimuler les « esprits délicats » des enfants, raconte-t-il. « Vous les laissez faire ce qu'ils veulent, mais en les accompagnant et les sécurisant ».

Les enfants reçoivent aussi des traitements médicaux de base ou des vaccins. Ces jours là, on en-

courage les parents à venir au Loipi pour parler de santé, d'hygiène et de développement. « Si un enfant a besoin de prendre des médicaments le soir, il faut travailler avec les parents, explique Maria Kibasias. Les parents sont de plus en plus coopératifs, en particulier sur la santé des enfants ».

D'une pierre plusieurs coups

Les résultats des projets Loipi sont encourageants. « Ils stimulent les aptitudes à communiquer, la socialisation, et le développement physique des enfants », constate Gilbert Momanyi, professeur de sociologie à l'Université de Nairobi. Des sujets comme l'eau, la sécurité alimentaire, l'hygiène et les valeurs communautaires sont abordés. Ce système intégré profite à 27000 enfants et leurs familles en Samburu, d'après une étude récente. Le résultat est là : alors qu'ils font parti des communautés les plus pauvres du Kenya, 54 % des enfants samburus intègrent le préscolaire, alors que la moyenne nationale se situe à 45 %.

Les Loipis permettent aussi aux communautés de s'autonomiser, puisqu'ils constituent des pivots pour la nutrition, la santé et l'éducation communautaire au sens large. Joseph Mwaura, administrateur local, explique que les centres créent des liens entre des ONG utiles, conservent les dossiers médicaux des enfants, et plus important encore, ont gagné le soutien total du gouvernement. Le ministère de l'Éducation fournit des matériaux éducatifs et des enseignants, tandis que la Santé pourvoit les centres en médicaments et vaccins. Rien d'étonnant, explique un représentant du ministère de l'Éducation : « On fait d'une pierre plusieurs coups. Comment ne pas soutenir un projet qui simplifie tellement les choses ? »

L'objectif est maintenant d'étendre le dispositif à d'autres pays où les communautés pastorales nomades traditionnelles sont aussi en cours de sédentarisation. D'après les chiffres d'Oxfam pour 2005, entre 25 et 40 millions d'enfants en âge d'être scolarisés vivent dans des sociétés

Projet pilote au Kenya

Au Kenya, un dispositif expérimental pour l'éducation de la petite enfance a été lancé au début des années 1970, intégrant la formation des enseignants et un programme pédagogique spécifique. Le gouvernement en a fait un projet national en 1983, avec le soutien de la fondation hollandaise Bernard van Leer, spécialisée dans les programmes d'éducation de la petite enfance.

Dans les années 1980, l'institut public d'éducation kenyan et le Christian Children Fund ont formé un partenariat pour améliorer les conditions de vie dans la région du Samburu, située dans la zone semi-désertique du Kenya.

En 1995, des experts ont visité le Samburu et mené une étude sur l'éducation des tout petits, intitulée « Influencer et développer les bonnes politiques de développement de la petite enfance dans les communautés pastorales d'Afrique de l'Est ». Cette étude devait d'abord permettre de raviver et de stimuler des pratiques d'éducation affaiblies par la dureté de la vie, la pauvreté et les guerres entre tribus.

« Cela a renouvelé complètement la relation avec les parents et la communauté, car l'étude les a impliqués directement. Pour la première fois on faisait appel à leurs connaissances et leur expérience », explique Tanja van de Linde dans l'étude. Aujourd'hui dans les Loipis, les enfants sont éduqués dans leur langue maternelle.

pastorales nomades dans le monde. Et seulement 10 à 50 % vont à l'école. Il est donc prévu de mettre donc en place le modèle Loipi au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, en Éthiopie, au Nigéria et en Namibie.

Bogonko Bosire,
à Nairobi.

Avec plus de 800 langues recensées, la Papouasie-Nouvelle Guinée est la championne de la diversité linguistique.

Aujourd'hui, les enfants de l'archipel peuvent faire leurs premiers pas à l'école dans leur langue maternelle.

SUR LE BOUT DE LA LANGUE EN PAPOUASIE



© UNESCO/Rocky Roe

La classe pré-scolaire de l'école d'Hagara, à Port Moresby.

Barbara Mea enseigne à Hanuabada, près de Port Moresby, la capitale de la Papouasie-Nouvelle Guinée (PNG). Le quartier, proche du centre moderne de la ville, est surtout habité par les Motus, qui vivent dans des maisons traditionnelles sur pilotis. Chaque jour, Barbara marche un bon moment pour se rendre à l'école d'Hagara, dans une classe qui accueille les petits jusqu'à huit ans, âge de l'entrée dans le primaire en PNG. Là-bas, 35 enfants l'attendent. Tous parlent motu, une des 800 langues parlées dans cet archipel. Et bien que l'anglais ait traditionnellement dominé le système scolaire, Barbara assure un enseignement complet en motu, qui va de la langue à l'initiation aux chiffres, en passant par l'apprentissage des couleurs et des formes, de la culture et de la vie communautaire.

« En cours de langue, explique Barbara, nous apprenons aux enfants à lire et parler en motu. Les premiers missionnaires nous ont légué une traduction de la bible et de certains hymnes méthodistes, et il existe désormais d'autres livres en motu ». Afin d'apprendre à mieux connaître leur culture, ses élèves étudient le calendrier motu, qui compte 13 mois au lieu des 12. « Les enfants découvrent que dans la tradition motu, la saison détermine l'activité communautaire de chacun, continue-t-elle. Par exemple, au début de l'année, on jardine. Septembre est le mois des activités culturelles, et nous apprenons aux enfants les différentes danses correspondant aux célébrations ».

Le même programme préscolaire a été mis en place dans tout le pays par le ministère de l'Éducation.

Il offre aux enfants deux années d'éducation de base dans leur langue avant leur entrée au primaire. Fred Ngansia, instituteur à Umbukul, un village rural de l'île de Nouvelle Hanovre, dans la province de Nouvelle Irlande, enseigne en tungag, une langue locale parlée par environ 20000 personnes. Il initie aussi ses élèves au mode de vie traditionnel en abordant par exemple la protection des coraux, essentielle pour une communauté où le poisson et les ressources marines sont vitales.

Une formule qui marche

Les experts ont constaté que les enfants qui apprennent dans leur langue maternelle ne sont pas handicapés par la suite. C'est tout le contraire. Ils progressent tant sur le plan cognitif, du développement



Ecole du village de Sampubangin à Markham Valley.

que des apprentissages scolaires. « Quand les enfants arrivent à l'école, ils se sentent souvent perdus, explique Barbara Mea. L'environnement de la classe et l'apprentissage structurés sont nouveaux pour eux. Mais quand ils entrent en primaire et commencent à apprendre l'anglais, leurs acquis leur permettent de s'en sortir plus vite ».

A huit ans, Michael, en est la preuve. Comme des milliers de compatriotes, il est originaire d'une famille mixte. Sa mère, Stephanie Malun, est Motu et son père vient de Manus, où l'on parle le pidgin. « Michael a appris le motu et le pidgin et il commence aujourd'hui l'anglais, raconte Stephanie. Il parle les trois langues plutôt bien ».

C'est bien l'idée. L'anglais est l'une des trois langues officielles du pays, avec le motu et le pidgin ; mais c'est la langue maternelle de seulement 50000 personnes. Avec 823 langues connues encore parlées par une population d'environ 5,5 millions de personnes, la PNG

est le champion du monde de la diversité linguistique. Et ce pays en développement entend bien garder cette spécificité culturelle et linguistique. L'une des stratégies clefs est d'intégrer les langues locales dans le système d'éducation formelle.

Le règne de l'anglais

Pourtant les politiques d'enseignement bilingue sont relativement nouvelles. Dans les années 1870, les premières écoles missionnaires du pays utilisaient les langues vernaculaires, mais à partir des années 1950, l'anglais s'est imposé. Malgré l'indépendance en 1975, cette politique a été maintenue. Il faut attendre 1979 pour que l'éducation préscolaire en langue locale soit relancée, non par le gouvernement, mais par un groupe de parents de l'île de Bougainville, dans la province de North Solomons, préoccupés par la perte d'identité linguistique et culturelle de leurs enfants. Un modèle d'école communau-

taire Viles Tok Ples Skul (VTPS) (« écoles villageoises de langue ») s'est développé, qui s'est ensuite fait connaître sous le nom de Tok Ples Pri Skul (TPPS) (« écoles préscolaires de langues vernaculaires »). Avec des fonds locaux et l'aide d'ONG, ce modèle s'est rapidement répandu dans le pays. Finalement, il a été intégré en 1995 dans la réforme éducative du gouvernement, et est maintenant sous la responsabilité du système national et formel d'éducation.

Avec plus de 15 ans de vie hors du système formel, le programme permet encore une part d'improvisation. Fred, par exemple, a appris à enseigner simplement en regardant des professeurs plus expérimentés. « Le plus important, dit-il, est que j'ai grandi au village et que j'ai étudié ici avant d'aller au lycée. Je connais nos modes de vies et notre langue ».

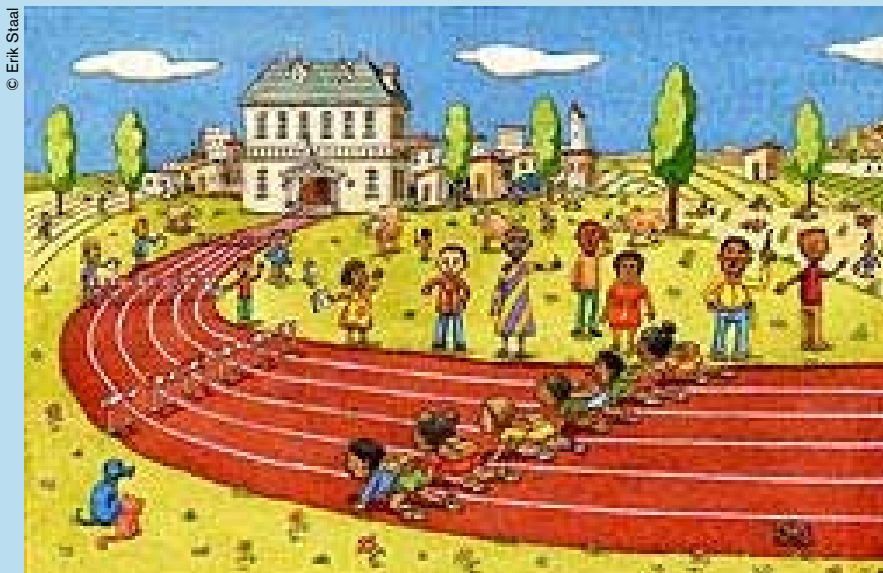
Oseah Philemon,
à Port-Moresby.



La classe pré-scolaire de l'école d'Hagara, à Port Moresby.

En savoir plus sur l'EPPE

Pour une information plus complète,
voici une sélection de ressources accessibles sur le site de l'UNESCO.



© Erik Staal

Quelle éducation pour les tout petits ?

Le numéro de juillet-septembre 2005 du trimestriel de l'UNESCO étudie comment certains pays du Nord et du Sud essaient de développer leurs programmes d'éducation à la petite enfance.

Cadre d'action pour l'éducation aux valeurs dans la petite enfance

Panorama des besoins à considérer pour une éducation de qualité des plus jeunes et une action concertée. Le document est issu des débats d'un atelier international.

Notes de l'UNESCO sur la politique de la petite enfance

Une série de flashs d'information bimestriels sur la planification et la mise en œuvre des politiques liées à la petite enfance. De nombreux pays sont représentés.

Le Développement de la petite enfance : mettre en place les bases de l'apprentissage

Quel apprentissage de base proposer au jeune enfant, pas simplement pour lui assurer une scolarité réussie, mais surtout pour lui fournir des outils face à la complexité du monde ? Un tableau de l'état actuel des recherches.

Pour un bon départ dans la vie : programmes pour la protection et le développement des jeunes enfants dans les pays en développement

Contribution de l'UNESCO au Sommet mondial pour les enfants de 1990, cette étude cible l'engagement au plus haut niveau en faveur des objectifs et stratégies pour la protection et le développement de l'enfant.

Cadre d'action de Dakar : l'Éducation pour tous - tenir nos engagements collectifs

Pour des détails sur chaque objectif et stratégie adoptés au Forum mondial sur l'éducation de 2000 au Sénégal. Les six cadres d'actions régionaux sont aussi inclus.

L'Éducation des tout petits

Un document d'archive de 1946 appelant à la création d'un conseil international sur l'éducation de la petite enfance. Présenté à l'UNESCO par Alva Myrdal qui devait ensuite rejoindre le département de sciences sociales de l'UNESCO et recevoir le prix Nobel en 1982.

José Banaag

La petite enfance à l'UNESCO une chronologie

**L'UNESCO s'est engagée dès ses débuts dans l'éducation infantile.
L'expression « Éducation et protection de la petite enfance », elle,
n'est apparue que dans les années 1980.**



© Zoofy

1948

La Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que l'enfance a droit à une aide et à une assistance spéciales.

Années 1950 et 1960

L'UNESCO soutient les programmes sur la petite enfance de l'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire, pour les enfants de 0 à 8 ans.

1971

Pour la première fois, l'UNESCO inclut dans ses programmes et budgets une série d'activités pour l'éducation de la petite enfance.

1979

Les programmes d'éducation de la petite enfance sont de plus en plus envisagés comme un enjeu qui dépasse le cadre de l'éducation formelle. Le Conseil exécutif invite le Directeur général à chercher, au sein des domaines de compétences de l'Organisation, une approche globale des problèmes de l'enfant.

1981

Une consultation internationale sur l'éducation préscolaire, initiée par l'UNESCO, permet d'adopter l'expression « Éducation et protection de la petite enfance ».

1983

Le Groupe consultatif sur les soins et le développement de la petite enfance, dont l'UNESCO est partenaire, est créé. Il s'agit d'un consortium d'organisations qui cible les programmes dans les pays en développement.

1984

Un nouveau plan de programme à cinq ans présente la promotion de l'éducation de la petite enfance comme une stratégie favorisant la démocratisation de l'éducation.

1989

La Conférence générale adopte un nouveau projet sur le jeune enfant et le milieu familial, en coopération avec l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale et des ONG concernées.

1989

Les Nations Unies adoptent la Convention relative aux droits de l'enfant, reconnaissant que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale dans toute décision le concernant.

1990

Lors de la conclusion de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous de Jomtien (Thaïlande), une déclaration confirme qu'éducation et protection de la petite enfance forment des composantes essentielles de l'éducation de base.

1998

Une réunion entre l'UNESCO et l'UNICEF désigne « L'Éducation et protection de la petite enfance » comme le premier de sept domaines de coopération.

2000

Lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar (Sénégal), des représentants de 181 pays adoptent un Cadre d'action, positionnant « L'Éducation et protection de la petite enfance » comme le premier de six objectifs principaux de l'éducation pour tous.

José Banaag.



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Le Courrier de l'UNESCO est publié
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture.
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
<http://www.unesco.org/fr/courier>

Renseignements et droits de reproduction
f.ryan@unesco.org

Directeur de la publication
Saturnino Muñoz Gómez

RÉDACTEURS

Anglais
Edna Yahil

Arabe
Bassam Mansour

Chinois
Weiny Cauhape

Espagnol
Lucía Iglesias Kuntz

Français
Agnès Bardon

Russe
Vladimir Sergueev

Assistant éditorial
José Banaag

Photos
Fiona Ryan

Maquette et mise en PDF
Gilbert Franchi

Plateforme web
Stephen Roberts, Fabienne Kouadio, Chakir Piro

Les articles peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du Courrier de l'UNESCO », en précisant la date et en ajoutant le lien : <http://www.unesco.org/fr/courier>

Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO.

Les photos appartenant à l'UNESCO peuvent être reproduites avec la mention © Unesco suivie du nom du photographe.

Pour obtenir les hautes définitions, s'adresser à la photobanque : www.photobank@unesco.org

Les frontières sur les cartes n'impliquent pas la reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.